

Vive l'Anarchie - Semaine 20, 2025

Sommaire

- Hanovre (Allemagne) : Des trottinettes électriques en libre-service mises à l'arrêt
- Hambourg (Allemagne) : De la peinture pour le Palais de justice
- Le chiffre du jour : 5 millions d'euros
- Répression à la Pride 1
- « Pas de CRA Dijon » : incendie contre Vinci Villeurbanne
- Fuveau (Bouches-du-Rhône) : couper les chaînes technologiques
- Houdremont (Belgique) : sabotage du projet d'éoliennes
- Oraison (Alpes-de-Haute-Provence) : « Pas de campagne pour les fachos »
- [France] Tirs de mortier sur la maison d'arrêt de Dunkerque
- Waymo Attacked – San Francisco, CA
- Jailbreak – New Orleans, LA
- Historic Louisiana plantation house destroyed in massive fire – Iberville, LA
- State Police Targeted – Monroe County, IN
- [Affiches] En solidarité avec les attaques contre des maton.nes et la loi narcotrafic
- Riazan (Russie) : Le procès de Ruslan Sidiki a commencé
- Iekaterinbourg (Russie) : L'anarchiste Alexey Rozhkov condamné à seize ans de prison
- 2 Israeli Embassy staff members killed – Washington, DC
- Stop à l'Escalade Numérique : Causerie du lundi 26 mai 2025 à 19h
- Tous les regards sur le Nehirowisiw Aski!
- Free gaza !
- Journée portes fermées pour Epita et Ipsa !
- Officialisation de deux squats près de Caen (Fleury)
- Assemblée, pouvoir et marges
- Jonquières (Oise) : sectionner les artères de données
- Carapatage 89 : Les luttes des prisonnier-e-s dans les années 1990 (21.05.25)
- Le travail tue, refusons-le ! - à propos de la mort au travail du jeune Lorenzo –

- [USA] Halintar – la foudre s'abat sur l'ambassade israélienne
- Sabotages et black out dans tout le sud-est
- Nice (Alpes-Maritimes) : les sabotages électriques ont le vent en poupe
- Munich (Allemagne) : après la brigade cynophile, l'escadron de cavalerie...
- Projection Vidéo-Conférence-Discussion sur l'affaire Ampelokipi, Athènes
- Deux soirées contre la loi narcotrafic et ce monde d'enfermement !
- Communiqué du sabotage contre des installations électriques sur la Côte d'Azur

Hanovre (Allemagne) : Des trottinettes électriques en libre-service mises à l'arrêt

Publié le 2025-05-19 00:00:00

de.indymedia.org / dimanche 18 mai 2025

La nuit dernière, **nous avons mis à l'arrêt 120 trottinettes électriques en libre service, en recouvrant de peinture le code QR** nécessaire à leur activation.

Les trottinettes électriques en location en libre service ne font pas partie de la transition vers une mobilité durable. Elles ne sont en aucun cas respectueuses de l'environnement, les matériaux arrivent de situations d'exploitation et elles ont créé un autre secteur économique avec des bas salaires.

Des gens tournent en camionnette la nuit, parfois ils/elles doivent seulement changer les batteries, mais souvent elles/ils doivent prendre les trottinettes et les recharger chez eux/elles, avec leur propre électricité. Les frais sont remboursés de manière standardisée et donc, souvent, pas complètement.

Le cobalt pour les batteries arrive généralement du Congo. Les entreprises qui organisent l'extraction sont européennes, les travailleurs congolais.es. Les bénéfices sont européens, la souffrance congolaise. Le colonialisme se poursuit.

Les trottinettes électriques en location en libre-service ne font pas partie de la transition vers une mobilité qui a du sens. Elles ne peuvent rien faire que les vélos ne peuvent pas faire mieux.

Désactiver des trottinettes électriques en libre-service est très facile : sur le guidon vous trouverez un code QR, qu'il faut scanner avec l'application pour déverrouiller la trottinette. Si ce code QR est recouvert (autocollant, marqueur, pipette de peinture, aérosol, rayures...), la trottinette ne peut pas démarrer. On peut très bien aussi le faire en passant ;)

Hambourg (Allemagne) : De la peinture pour le Palais de justice

Publié le 2025-05-19 00:00:00

de.indymedia.org / lundi 19 mai 2025

Dans la nuit du 18 au 19 mais, nous avons exprimé un peu de notre rage contre ce système et ses développements politiques, **en jetant de la peinture sur le Palais de justice**, sur la Sievekingplatz, à Hambourg.

Le glissement progressif de l'Allemagne et de l'Europe vers droite nous fait vomir ; il se manifeste à différents niveaux : un durcissement de la législation sur l'asile et des contrôles plus durs aux frontières, un fond spécial pour l'armée et, parallèlement, la réduction de l'argent dans les domaines social et culturel. Mais, aussi, les agressions de la part d'extrémistes de droite augmentent, que ce soit par exemple sous la forme de violences dans les rues, d'attaques contre des centres de gauche ou lors des prides. Les développements actuels montrent que nous ne pouvons pas laisser à l'État la lutte contre la droite – comme l'a déjà dit Esther Béjarano [*une survivante d'Auschwitz, qui a inlassablement œuvré pour en garder publiquement la mémoire ; NdAtt.*] – ni nous le voulons. À ce propos, la récente classification, de la part de l'Office fédéral de protection de la constitution [*le service de renseignement allemand ; NdAtt.*], de l'AfD comme étant sûrement d'extrême droite, ainsi qu'une, improbable, interdiction de ce parti ne changeraient rien.

En revanche, la répression contre les antifascistes continue et nous devons supposer que cela s'aggraverait encore. Nous nous sommes réjoui.es d'apprendre que Zaid* avait été libéré, sous contrôle judiciaire, de la détention en vue d'une éventuelle extradition. Il s'y trouvait depuis janvier 2025, tout comme six autres antifas qui ont passé près de deux ans en clandestinité, après s'être retrouvés sous enquête dans l'ainsi-dite « affaire des antifas de Budapest ». Il y a toujours le risque d'une extradition de Zaid vers l'Hongrie.

À Budapest, depuis février 2025, Maja passe en jugement – elle/il risque jusqu'à 24 ans de prison. Au cours du procès [*ici sa déclaration ; NdAtt.*] et dans ses lettres, Maja a toujours décrit de mauvaises conditions de détention, comme l'isolement prolongé, des cafards, le manque de sommeil ou le refus de visites médicales.

En parallèle, à Munich est en cours un procès contre Hanna, accusée elle aussi dans l'affaire de Budapest [voir ici pour son arrestation ; NdAtt.].

Depuis fin avril 2025, l'antifasciste Lina** se trouve de nouveau en taule. Après deux ans et demi de détention préventive, elle a pu sortir sous contrôle judiciaire et maintenant elle est de nouveau incarcérée, suite à la confirmation de la sentence par la Cour fédérale de justice.

Écrivez des lettres, menez actions, comme des feux d'artifice devant les taules, soyez solidaires les un.es avec les autres.

Continuons à lutter pour un monde sans oppression !

Amour et force [pour ceux/celles qui sont] en taule et en cavale !

Liberté pour tou.tes les antifas – Liberté pour tou.tes les prisonnier.es !

Notes d'Attaque :

** il est l'un des sept camarades qui se sont présenté.es aux flics le 20 janvier dernier, après des cavales de presque deux ans, car faisant l'objet d'un mandat d'arrêt émis par l'autorité judiciaire hongroises, qui les soupçonne d'avoir participé aux affrontements avec les nazis, à l'occasion du « Jour de l'honneur », en février 2023. Zaid n'a pas la nationalité allemande et n'est pas accusé dans la procédure « parallèle » que la justice allemande a ouvert, le danger d'une extradition vers la Hongrie est donc très sérieux. Le 2 mai, il a été relâché de prison, mais il attend toujours une décision à ce propos de la part de la Cour d'appel de Berlin.*



*** Lina a été condamnée en juin 2023 à cinq ans et trois mois de prison, car accusée, dans l'affaire « Antifa Ost », d'association de malfaiteurs et d'une série d'agressions contre des*

nazis, entre 2018 et 2020. En octobre et en novembre 2024, deux autres antifas recherchés pour la même affaire, et qui étaient en cavale, ont été interpellés. Le deuxième de ces deux camarades serait sous enquête aussi dans la procédure allemande pour les faits de Budapest. D'autre part, fin décembre 2024, après avoir purgé sa peine (presque deux ans) en Hongrie et avoir été expulsé vers l'Allemagne, Tobias, a été arrêté par la police saxonne et il est maintenant en préventive dans le cadre de l'affaire « Antifa Ost ».

Le chiffre du jour : 5 millions d'euros

Publié le 2025-05-19 22:17:05

(Extrait de l'Essor de la Loire, 13 mai 2025)

L'incendie du gros transformateur électrique Enedis de Saint-Chamond, qui a démarré un peu avant 3 heures du matin dans la nuit de mardi à mercredi dernier, était un sabotage, selon les activistes de l'ultra-gauche antimilitariste qui le revendiquent

La destruction du transformateur d'électricité haute tension en courant basse tension, situé en face du commissariat de Saint-Chamond, a privé d'électricité pendant plusieurs heures plus de 3 000 foyers. D'après plusieurs sources, **le coût de la remise en état des installations durera plusieurs mois et pourrait s'élever jusqu'à 5 millions d'euros.**

Répression à la Pride 1

Publié le 2025-05-20 08:17:17

Ce samedi 17 mai, lors de la Pride de Bruxelles, les chars de la NVA et du MR (partis réactionnaires membre du gouvernement fédéral) ont été accueilli par des groupes antifascistes queer. Une vingtaine de personnes seront arrêtées et relâchées après contrôle d'identité. Deux personnes seront arrêtées et emmenées au commissariat. L'une d'entre elle sera arrêtée pour jet de peinture sur le char de la NVA, la deuxième pour le jet d'une bouteille en verre devant le même char. L'arrestation administrative se transformera par la suite en arrestation judiciaire suite à la plainte de la NVA entre autre pour les dégâts sur du matériel (peintures sur le char et la sono). Après plus de 24h en cellule, les deux personnes passeront finalement devant le magistrat du parquet de Bruxelles le dimanche en fin de journée et seront relaxés avec avertissement.

« Pas de CRA Dijon » : incendie contre Vinci Villeurbanne

Publié le 2025-05-20 09:35:05

Extraits d'un article de france24.com du 23 Avril :

« Des dégradations par incendie ont ainsi été réalisées mardi matin sur les bâtiments d'une filiale du groupe Vinci construction, à Villeurbanne. L'inscription "Pas de CRA Dijon, ni aucune prison, DDPF" a été laissée sur les lieux »

« Une revendication d'un groupe baptisé DDPF est arrivée par mail jeudi à l'AFP. "C'est pour dénoncer Vinci et toutes les autres entreprises qui gagnent de la thune en construisant des prisons où des milliers de gens sont maltraités", écrit ce groupe en reprochant à cette filiale de participer à la construction d'un centre de rétention administrative (CRA) à Dijon. »

Qu'est-ce qu'un C.R.A ?

Les Centre de Rétention Administrative sont des sortes de prisons gérées par la police aux frontières pour enfermer et déporter des étranger-es.

Plus d'infos sur les C.R.A :

Paris <https://abaslescra.noblogs.org/>

Lyon <https://crametoncralyon.noblogs.org/>

Marseille <https://marseilleanticra.noblogs.org/>

Toulouse <https://toulouseanticra.noblogs.org/>

Fuveau (Bouches-du-Rhône) : couper les chaînes technologiques

Publié le 2025-05-21 22:58:46

À Fuveau, près de 700 foyers privés de connexion internet après des actes de vandalisme

La Provence, 20 mai 2025 (extrait)

L'affaire fait grand bruit dans le village de Fuveau, et pour cause ! **Dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 mai, sept armoires de répartition de la fibre optique**, dites baies de répartition, ont été vandalisées. Un acte de malveillance qui a eu pour conséquence de priver de connexion internet quelque 700 foyers fuvelains, dont des commerçants.

A ce jour, mardi 20 mai, seuls quelques chanceux ont récupéré internet. Pour les particuliers comme pour les commerçants c'est la consternation. La règle du bidouillage « maison » fait loi. Fleuristes, boulangers, Maison de la presse, commerces d'alimentation font face comme ils peuvent à une situation avec de nombreuses conséquences. Sur les vitrines du centre-ville, l'annonce est récurrente: « *Pas de CB* ». Une prise de conscience de la difficulté de vivre sans réseau internet. Télétravail, relations avec les administrations, avec les proches, sans connexion, tout est bouleversé...

Houdremont (Belgique) : sabotage du projet d'éoliennes

Publié le 2025-05-21 23:11:54



Le mât de mesure du projet éolien d'Houdremont vandalisé

Matele, 17 mai 2025

C'est un acte de vandalisme peu banal qui s'est déroulé en pleine nature ardennaise, le weekend dernier, dans un endroit tellement isolé d'Houdremont (Gedinne) que le forfait n'a été découvert qu'hier. Le mât de mesure installé il y a quelques semaines dans le cadre du projet de parc éolien sur les communes de Bièvre et de Gedinne a été abattu. **Des personnes mal intentionnées ont sectionné les câbles de maintien du pylône de 80**



e.

Selon le promoteur du projet éolien, *Watt Else*, cité

par le bourgmestre de Bièvre, Michaël Modave, **le préjudice des dégâts s'élève à plus de 80.000 euros**. Pour rappel, le projet de parc éolien concerne la construction de 10 éoliennes : 4 sur Gedinne et 6 sur Bièvre [de 250 mètres de haut !]. Les deux communes ont déjà fait savoir qu'elles n'étaient pas nécessairement favorables à ce projet.

Oraison (Alpes-de-Haute-Provence) : « Pas de campagne pour les fachos »

Publié le 2025-05-22 00:00:00



025

« **Gros racistes** » , « **Chenu dégage!!!** » . Après l'apparition de

plusieurs tags visant le Rassemblement National (RN) et le député Sébastien Chenu dans les Alpes-de-Haute-Provence, le parti a décidé de porter plainte.

Les faits se sont produits alors que le parti d'extrême droite avait organisé une réunion publique à la salle de l'Eden d'Oraison, dimanche 18 mai, en présence du député de la 19e circonscription du Nord. [...]



[France] Tirs de mortier sur la maison d'arrêt de Dunkerque

Publié le 2025-05-22 10:25:53

Volé dans la presse le 16/05/2025.

La maison d'arrêt de Dunkerque a été la cible de tirs de mortiers ce jeudi 15 mai, aux alentours de 23 heures. Plusieurs voisins ont alerté les forces de l'ordre. La police municipale a constaté les faits sur place. Deux personnes ont été interpellées et placées en garde à vue. Aucune personne n'a été blessée lors de l'incident, a précisé une source policière.

Ces tirs de mortiers interviennent dans un contexte national tendu autour des prisons, où nombres d'entre elles ont été attaquées et dégradées ces dernières semaines. Des inscriptions « DDPF », pour Droit des prisonniers français, ont été retrouvées plusieurs fois près des lieux des faits. Toutefois, pour l'heure, aucun lien n'est établi entre l'incident dunkerquois et les attaques organisées à travers la France.

Waymo Attacked – San Francisco, CA

Publié le 2025-05-22 12:16:59

On the 77th anniversary of the Nakba, the windows of a Waymo self-driving taxi were smashed in San Francisco.

This attack was carried out as a small direct action against Alphabet, which is complicit in the Zionist occupation's AI-assisted genocide through Google's Project Nimbus. May it contribute to continued and escalated attacks against the technologies of the imperialist war machine, which are the same technologies used for surveillance and social control everywhere. Free Palestine, death to AI, glory to the martyrs.

Found on Indybay

Jailbreak – New Orleans, LA

Publié le 2025-05-22 16:32:06

May 16, 2025

Nine inmates escaped a jail in New Orleans and remain on the loose as authorities investigate whether any guards were in on the jailbreak plot.

A total of 10 inmates escaped from jail in Orleans Parish at around 1 a.m. on Friday, Sheriff Susan Hutson told reporters. One inmate was caught in the French Quarter but the other nine men remain on the run.

Officials suspect the group had help from jail staff: "We have indication that these detainees received assistance from individuals inside the department," Hutson said.

...

Louisiana State Police located and apprehended Myles in the French Quarter, a busy tourist area in New Orleans, Sheriff Susan Hutson said during a 3:30 p.m. press conference. Authorities found the inmate underneath a parked car near the Hotel Monteleone, she said.

Local and state police are working with the FBI and United States Marshalls to find the remaining escapees.

How did the inmates escape?

Jail authorities said the group began making their escape at around 12:30 a.m. a few hours after lockdown at 10:30 p.m.

They began by pulling a "defective" sliding cell door off its tracks, according to Sheriff Hutson. At around 1 a.m. they breached a jail wall by ripping away a toilet and sink.

Security footage shows the men leave via a loading dock, scale a wall and then run across a nearby highway, she said.

Orleans Parish Chief of Corrections Jeworski Mallett said breaching the wall near the toilets would not have been possible without outside assistance.

Historic Louisiana plantation house destroyed in massive fire – Iberville, LA

Publié le 2025-05-22 17:12:40



A devastating fire destroyed the Louisiana's historic Nottoway Resort, the largest antebellum mansion in the South, officials confirmed Friday.

"The fire has been contained now, but there's no more Nottoway. The house is completely destroyed.

Iberville Parish President Chris Daigle highlighted the mansion's historical significance of the loss.

"Nottoway was not only the largest remaining antebellum mansion in the South but also a symbol of both the grandeur and the deep complexities of our region's past," Daigle said.

He noted that it was built in 1859 and had been open to visitors since the '80s.

State Police Targeted – Monroe County, IN

Publié le 2025-05-22 20:53:12

On April 25, the anniversary of the IU student encampment beginning against the genocide of the Palestinian people by the state of Israel, I went after the Indiana State Police. One year after they first raided the encampment I spread carpet nails outside the Monroe County barracks, intending to damage the tires of police vehicles.

We cannot moderate the negative effects of policing through better training and laws. That is what empowers the police to threaten and carry out their violence. We don't want them to do their job "more appropriately," "more effectively," or "more properly." Join the fight against the police. Join the fight against every state.

It is worth remembering that U.S. law enforcement officers, including police chiefs, as well as homeland security, border patrol and ICE executives, often train with Israeli police, army and security officials. They have the same program. It is also materially impossible for the state and capital to police the whole social terrain. Look for the gaps.

[Affiches] En solidarité avec les attaques contre des maton.nes et la loi narcotrafic

Publié le 2025-05-22T21:21:06+02:00

« On relait ici les communiqués de DDPF (Défense des Droits des Prisonniers Français) qui sont sortis après les attaques qui ont eu lieu entre le 12 et le 15 avril 2025 devant plusieurs prisons, écoles de maton.nes et logements de l'Administration Pénitentiaire. Ils ont été publiés sur un fil Telegram qui a été fermé par le Parquet National Antiterroriste. On veut faire exister et circuler cette parole pour contrer le discours des médias et des politiciens. Ça nous donne l'impression qu'ils veulent étouffer ces actes de révolte en les associant à des réseaux mafieux pour les discréditer.

[la suite... sur la 1ère affiche !]

La loi narcotrafic attaque notre liberté et augmente le flicage de toustes... Elle va durcir les conditions de détention des prisonnièr.es, en les isolants encore plus durement de leurs proches et des autres détenus. Les techniques d'enquêtes pourront être passées sous silence, ce qui rend impossible de savoir s'il y a des vices de procédures, des abus, et de pouvoir s'en défendre. La loi va généraliser l'utilisation du terme fourre-tout de « criminalité organisée ». Cela risque de se voir appliquer pour renforcer des moyens de surveillance quand bon leur semble. La police, grâce à la légalisation de logiciel espions, aura le droit d'activer à distance les micros et caméras des appareils connectés (ordinateurs, téléphones...) et aura l'autorisation d'utiliser des « boîtes noires », technique qui consiste à analyser le réseau internet via des algorithmes pour trouver de prétendus comportements « suspects ». Tout le réseau est scanné, sans distinction : il s'agit donc de surveillance de masse. Banalisation des enquêtes administratives de sécurité pour l'accès à de nombreux emplois, facilitation des expulsions locatives des détenu.es ou de leurs proches...

Depuis le 13 avril des attaques visent des prisons et des maton.nes en représailles du passage de la loi narco-traffic et pour exiger l'amélioration des conditions de vie des prisonnièr.es, souvent le tag DDPF apparaît. Dans ce contexte, le lundi 28 avril 2025, le Parquet National Anti-Terroriste a annoncé avoir arrêté 25 personnes. Parmi elleux, 21 ont été mis.es en examen et incarcéré.es le vendredi 2 mai à Paris, dont deux mineur.es placé.es en centre éducatif fermé (prison pour mineur.es qui ne dit pas son nom). La section

anti-terroriste est finalement dessaisie du dossier. Les chefs d'inculpations qui sont retenus sont : *tentative d'assassinat en bande organisée*, *destructions dangereuses* et *participation à une association de malfaiteurs*. Malgré les arrestations, les actions continuent et la révolte se propage. Par exemple, dans la nuit du 5 au 6 mai, la maison d'un couple de maton.nes à Liancourt (Oise) est incendiée.

[la suite... sur la 2ème affiche !]

Solidarité avec les révolté.es et les inculpé.es ! Crève la taule ! »

À la suite vous trouverez les 2 affiches qui ont été pensées pour être collées côte à côte, dans l'idée de diffuser les communiqués publiés par DDPF (défense des prisonniers français) et d'explicitier le contexte dans lequel ces attaques sont arrivées. Elles sont téléchargeables en pdf en format A3.

affiche 1 affiche 2

Riazan (Russie) : Le procès de Ruslan Sidiki a commencé

Publié le 2025-05-23 00:00:00

Avtonom / jeudi 22 mai 2025

Le procès de Ruslan Sidiki a commencé, à Riazan – il y aura des audiences tous les jours

Mardi 13 mai, à Riazan, une kyrielle de juges du Deuxième tribunal militaire du District ouest a commencé les audiences sur le fond dans l'affaire de l'anarchiste Ruslan Sidiki, qui est accusé en vertu d'articles du code pénal portant sur le « terrorisme », pour deux attaques contre des infrastructures militaires.

Ruslan Sidiki a été conduit dans la salle d'audience attaché avec des chaînes, qui n'ont pas été retirées même quand il était à l'intérieur de la cage des accusés. Il y a avait dix flics dans la salle, dont certains armés de fusils. Comme l'a noté un participant : « Le niveau de sécurité était comme celui du Kremlin ». Le procureur Boris Motorin a demandé que le procès se tienne à huis clos, en affirmant qu'il sera question de « méthodes pour mener à bien des activités terroristes » et de détails sur l'aérodrome militaire de Diaguilevo, que Sidiki a essayé d'attaquer. Il a aussi affirmé que des techniques d'investigation pourraient être révélées. Cependant, l'avocat de la défense, Igor Popovsky, et Sidiki lui-même ont soulevé une objection, en déclarant que les dossiers de cette affaire ne contiennent aucun secret d'État. Le juge Oleg Shishov a rejeté la demande du procureur, mais il a interdit les enregistrements photo, vidéo et audio.

Lors de la première audience :

- le procureur a lu les chefs d'inculpation.
- Quatre représentants des victimes ont été interrogés.
- Une partie des documents du dossier a été lue.

Le procès de Ruslan Sidiki, deuxième jour – 14 mai

L'audience s'est déroulée de 11h à 19h, avec une pause pour le déjeuner. Le procureur a lu les documents du dossier et trois témoins ont été interrogés. Deux d'entre sont des habitants du secteur, qui n'ont pas pu fournir aucun témoignage significatif.

Le troisième témoin était O.V. Melnikov, un représentant de l'unité militaire de l'aérodrome de Diaguilevo. Il a déclaré qu'il n'y a pas eu de dégâts à cause à l'explosion du quadrirotor que Sidiki a lancé. Le drone est tombé sur une aire de stationnement pour avions, mais, à ce moment-là, aucun avion ne s'y trouvait. L'avion le plus proche était situé à plusieurs centaines de mètres du lieu de l'explosion.

Nous rappelons que Ruslan Sidiki reconnaît avoir essayé d'endommager des avions de bombardement utilisés pour attaquer l'Ukraine, mais il ne considère pas ses actions comme un acte de terrorisme. Dans une lettre publiée par Mediazona, il a écrit, sur ses motivations :

« Le bourdonnement des Tu-22 et des Tu-95 [des bombardiers historiques de l'Union soviétique, note de la traductrice] que j'entendais à travers ma fenêtre correspondaient aux frappes sur l'Ukraine, ce qui m'a déterminé quant au choix de la cible : l'aéroport militaire Diaguilevo, situé à seulement 10 kilomètres de chez moi. J'habitais avec ma grand-mère âgée de 80 ans et je comprenais à quel point il est difficile pour les personnes âgées et malades de vivre sans chauffage ni éclairage l'hiver. En remplissant mon bain d'eau chaude, je pensais à ceux qui, à un millier de kilomètres de moi, étaient privé-es des conditions de vie basiques par les ambitions géopolitiques de certains. Ceux qui continuent à parler, comme si de rien n'était, des « peuples fraternels » et à raconter que « la Russie ne fait pas la guerre aux civil-es ». »

Le procès de Ruslan Sidiki, troisième jour – 15 mai

Cette audience du tribunal a inclus des témoignages d'amis d'enfance de Ruslan et de trois habitants du secteur. De plus, le procureur Boris Motorin a terminé la lecture des documents de l'affaire. La prochaine audience est prévue pour le 20 mai, à 11h. Il est prévu que, lors de cette séance, Ruslan lui-même soit interrogé.

Ruslan Sidiki a été arrêté fin novembre 2023, suspecté d'avoir saboté des voies ferrées, ce qui a provoqué le déraillement de 19 wagons de fret. Plus tard, les accusations ont été étendues, pour inclure une attaque par drone contre l'aérodrome de Diaguilevo, dans l'été

2023, et la préparation d'une autre action de sabotage du chemin de fer.

Sidiki reconnaît le sabotage du chemin de fer et l'envoi de drones avec des explosifs contre l'aérodrome militaire, mais il ne considère pas ces actes comme du terrorisme. Il souligne qu'il a planifié les actions de manière à éviter de blesser des personnes, dans le seul but d'endommager l'infrastructure militaire.

Fin août 2024, Sidiki a raconté publiquement qu'il avait été torturé pendant son arrestation et il a déposé une plainte auprès du Comité d'enquête. Jusqu'à présent, aucune mesure n'a été prise par les autorités, malgré leurs obligations légales.

L'adresse pour lui écrire :

Sidiki Ruslan Kasemovich (né en 1988) [?????? ?????? ?????????? (1988 ?. ?.)]

SIZO-1 [????-1]

Pervomaïskii pr-t, 27 [?????????????? ??.-?, 27]

390013, Riazan [?. ??????] (Russie)

Veuillez noter que les lettres doivent être écrites en russe. Vous pouvez utiliser des outils de traduction automatique en ligne.

Solidarity Zone fournit du soutien à Ruslan Sidik. Participez à leur collecte de fonds pour soutenir les frais de justice de Ruslan.

[...]

Iekaterinbourg (Russie) : L'anarchiste Alexey Rozhkov condamné à seize ans de prison

Publié le 2025-05-23 00:00:00

Avtonom / vendredi 23 mai 2025

L'anarchiste Alexey Rozhkov condamné à seize ans de prison pour avoir mis le feu à un bureau de recrutement de l'armée

Rozhkov a mené la troisième **attaque incendiaire connue contre un bureau de recrutement de l'armée**, après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par l'armée russe. Il a réalisé ce geste le 11 mars 2022, comme une forme de protestation et un moyen d'attirer l'attention sur cette situation. Dans un entretien qu'Ivan Atashin a réalisée avec Alexey, en décembre 2022 – quand il avait réussi à s'enfuir au Kirghizistan – l'anarchiste a expliqué ses motivations :

« J'ai juste compris que je ne pouvais pas rester indifférent. (...) Chaque guerre signifie la mort, pour les gens ordinaires et simples. La guerre, au 21e siècle, me semble quelque chose de complètement étranger. Surtout avec des raisons si absurdes [que celles qu'ils ont données]. Nous avons annexé la Crimée en 2014 et déjà à l'époque j'ai dit que tout cela avait été fait pour rien. La Crimée n'est pas à nous et elle ne le sera jamais. Il y aura des conséquences. Et c'est exactement ce qui s'est passé.

Je me sent profondément bouleversé par le fait que des gens meurent – des civil.es meurent, ainsi que ceux qui ne veulent pas combattre mais qui ont été enrôlés et meurent quand-même. Je voulais faire une déclaration, pour que les gens luttent contre cette guerre. Je voulais influencer la situation, faire quelque chose pour arrêter ou au moins affaiblir [l'armée russe]. C'est pourquoi j'ai mis le feu au bureau de recrutement de l'armée. »

Jusqu'à l'automne 2022, de tels incendies n'étaient pas toujours classés comme du terrorisme. C'est pourquoi, après six mois dans un centre de détention préventive (SIZO), Rozhkov a été libéré, avec une interdiction de sortir du pays, car au début il avait été accusé d'un délit de gravité moyenne, une dégradation de la propriété d'autrui. Alexey a réussi à

s'échapper au Kirghizistan, en attendant les documents pour aller dans un pays de l'Union européenne. Mais le processus bureaucratique a été péniblement lent. Après six mois, le FSB [*le service de renseignement de la Fédération de Russie, digne héritier du KGB ; NdAtt.*] et les autorités kirghizes (le GKNB [*leurs cousins du cru ; NdAtt.*]) ont organisé une opération secrète pour enlever Rozhkov, le ramener en Russie, le torturer et le renvoyer en détention préventive.

Ensuite, le chef d'accusation a été re-classifié comme « terrorisme ». Rozhkov a été accusé aussi d'« apologie de terrorisme » et de diffuser des « fausses informations » sur l'armée russe, en raison d'une interview qu'il a donnée à la chaîne [*de médias sociaux de l'opposition libérale ; NdAtt.*] Khodorkovsky Live.

La sentence : seize ans. Une sentence similaire a été donnée à l'anarchiste Roman Shvedov, originaire de la région de Rostov, qui a mis le feu à un bâtiment du gouvernement utilisé pour enrôler des gens pour la guerre. Après avoir reçu sa sentence, il s'est suicidé [*voir ici ; NdAtt.*].

Comme chose minimale, vous pouvez écrire une lettre à Alexey Rozhkov. Rien ne soutient un.e prisonnier.e plus que des liens humaines. Il n'y a pas besoin de pitié ou de faux espoirs – ce qui compte est de montrer qu'on se rappelle de lui et de lui donner de l'espace pour s'exprimer. Vous pouvez partager avec lui des histoires d'autres prisonnier.es politiques qui ont enduré de nombreuses années en prison mais qui sont resté.es fort.es et qui ont eu un impact, après leur libération – de telles histoires ont toujours été une source d'inspiration pour lui. Ou vous pouvez simplement parler de quelque chose qui n'a rien à voir – un rappel qu'il y a une vie au-delà des murs de la prison.

L'adresse pour lui écrire :

Rozhkov Alexey Igorevich (né en 1997) [?????? ????????, 1997 ??.]

SIZO-1 [????-1]

ul. Repina, 4 [??, ?????, 4]

620019 Iekaterinbourg [?. ?????????????] (Russie)

Les lettres doivent être écrites en russe, vous pouvez utiliser des outils de traduction automatique en ligne.

Si vous êtes en dehors de Russie et vous ne pouvez pas utiliser le service Zonatelecom,

écrivez à ABC-Moscou, à l'adresse : abc-msk [at] riseup.net

[...]

Aucun.e d'entre nous n'est libre, tant que nous ne sommes pas tou.tes libres.

2 Israeli Embassy staff members killed – Washington, DC

Publié le 2025-05-23 03:59:03

May 21, 2025

One man and one woman — both staff members at the Israeli Embassy — were shot and killed as they exited an event on Wednesday night, officials said.

"Two staff members of the Israeli embassy were shot this evening at close range while attending a Jewish event at the Capital Jewish Museum in Washington DC," Israeli Embassy in Washington spokesperson Tal Naim Cohen said in a statement Wednesday night.

The suspect in the fatal shooting of two Israeli embassy staff members outside of an event at the Capital Jewish Museum in Washington, D.C., on Wednesday, chanted "Free, Free Palestine" after being taken into custody," D.C. Police Chief Pamela Smith said.

Found on Mainstream Media

Stop à l'Escalade Numérique : Causerie du lundi 26 mai 2025 à 19h

Publié le 2025-05-23 04:01:00

Retrouvons nous le lundi 26 mai 2025 à 19h aux Clameurs pour une causerie contre l'escalade numérique et faire face à cette numérisation du monde qui opprime.

De l'accaparement des ressources jusqu'au déferlement des objets connectés, le numérique envahit chaque jour davantage nos vies au profit d'un capitalisme sauvage et décomplexé.

Promue comme émancipatrice et écologique, la transition numérique se révèle être une fuite en avant dans la dépossession de nos libertés et dans l'intoxication du monde.

Les conséquences sociales, environnementales et sanitaires sont longuement documentées, et pourtant la course à l'IA et à « l'innovation », fer de lance du techno-capitalisme sont rarement remis en question sur le fond.

C'est pourquoi nous lançons un appel à la désescalade numérique afin de questionner les limites de la surenchère technologique et s'organiser collectivement pour remettre en cause son emprise.

Nous vous proposons de se retrouver le lundi 26 mai ,à partir de 18h30 aux Clameurs, pour en discuter dans le but de poser les jalons d'une techno-critique émancipatrice.

Tous les regards sur le Nehirowisiw Aski!

Publié le 2025-05-23 12:04:00

Tous les regards sur le Nehirowisiw Aski!

Mai 232025



Soumission anonyme à MTL Contre-info

À l'heure actuelle, des blocus s'érigent sur le territoire Atikamekw (Nehirowisiw Aski) afin de résister au nouveau régime forestier de la CAQ. En solidarité, des militant.e.s anti-colonialistes ont saisi contrôle de l'intersection de Papineau et Ontario durant l'heure de pointe.

Paralysant toute circulation en direction du pont Jacques-Cartier pour près de 20 minutes avant que la police arrive, les manifestants ont utilisé des fusées éclairantes pour se protéger des motoristes effronté.e.s. La police a été prise par surprise et s'est retrouvée incapable d'intervenir. Les manifestant.e.s ont pris la rue après avoir quitté l'intersection et ont pu se disperser sans arrestation ni intervention policière. Le succès de cette action nous inspire durant un moment critique qui demande plus de solidarité avec les gardien.ne.s du territoire

qui refusent activement le land grab de la CAQ.

Les blocus érigés sur les routes de grumier ont besoin de support urgent pendant que la saison d'exploitation forestière recommence. Les Gardien.ne.s du territoire Nehirowisiw Aski résistent actuellement les actes coloniaux d'exploitation et de destruction sur leur territoire. Ici se trouve la première ligne de résistance au nouveau régime forestier de la CAQ – un régime qui vise à céder une immense portion des forêts du soi-disant Québec à l'industrie forestière sans consentement ni égard. Les Gardien.ne.s du territoire appellent pour du support immédiat et des actions de solidarité. Que ce soit en forme de présence au blocus, d'action ici à Tiohtià:ke, ou de dons de matériel ou d'argent, cette lutte doit être assumée par les gens de la ville. Nous devons perturber tout confort et toute complicité paisible.

Les gardien.ne.s du territoire ne sont pas les seul.e.s responsables pour la protection de leurs terres et pour la résistance à la marche de la mort colonale de l'industrie extractive – Il existe des premières lignes de résistance partout. N'attendez pas la permission. Ne demandez pas la justice. Les Gardiens du territoire nécessitent du support matériel et immédiat et de courageux.ses complices anticolonialistes.

Free gaza !

Publié le 2025-05-23 12:41:07

Dans la nuit du 18 au 19 mai, deux dispositifs incendiaires ont été placés sous des Porsches, dans une concession de Labège, près de Toulouse.

Dans la nuit du 18 au 19 mai, deux dispositifs incendiaires ont été placés sous des Porsches, dans une concession de Labège, près de Toulouse.

Ce dimanche, l'armée israélienne continue le massacre sur Gaza avec l'opération « les chariots de Gédéon » qui n'est pas autre chose que la poursuite du génocide avec l'arrivée des tanks sur un territoire sous bombardements incessants et le blocus de toute aide humanitaire.

Si nous avons choisi ce concessionnaire Porsche, c'est parce que cette entreprise allemande cherche de nouveaux contrats dans le secteur de l'armement en ce début d'année 2025, comme de nombreuses industries en europe. L'industrie de la guerre apparaît comme une opportunité dans ce contexte où les gouvernements investissent dans la "défense", relançant la collaboration civile et militaire pour faire prospérer les marchés.

Les châssis de Porsche, et certains modèles depuis la deuxième guerre mondiale sont déjà utilisés par la république fédérale allemande pour des chars, mais c'est particulièrement avec la société Quantum Systems GBH que Porsche investit depuis quelques années des millions dans la production de drones.

A bas l'industrie et ses guerres !

Journée portes fermées pour Epita et Ipsa !

Publié le 2025-05-23 12:47:25

On s'est retrouvé le 17 Mai au matin à une petite dizaine pour aller perturber les portes ouvertes de deux écoles qui forment les futurs cadres de l'industrie de l'armement à Toulouse, Epita et Ipsa au 81 Avenue de Grande Bretagne à la cartoucherie.

La première parce qu'elle a de sympathiques formations en cyberdéfense, intelligence artificielle, ou encore en sécurité des systèmes. La deuxième parce qu'elle forme des ingénieurs en aéronautique et en spatial, qui auront le bonheur de concevoir les futures joujoux des différentes armées dans le monde, au sein d'entreprises vendeuses d'armes telles que Dassault, Thalès, Airbus, Safran (pour plus d'infos vous pourrez consulter les deux tracts en dessous).

Pratique, Epita et Ipsa appartiennent au même groupe (le groupe IONIS) et se situent au même endroit, on a donc fait d'une pierre deux coups. Dès notre arrivée les organisateurs rangent leur matériel de propagande qui est à l'extérieur et s'enferment dans le bâtiment. On pensait pas qu'on serait efficace aussi rapidement !

On déploie notre banderole sur laquelle est marqué "IPSA et EPITA deux bonnes écoles pour fabriquer la mort". On va pas se le cacher, il y a pas grand monde à cette heure pour aller les rencontrer. On diffuse quand même nos tracts aux quelques courageux.les qui se sont levé.es pour entendre leur baratin, et pour s'occuper on va en mettre sur les voitures à proximité. Quelques étudiants sortent pour discuter avec nous mais ils seront vite rappelés à l'ordre par leur supérieur du jour. On fait quand même profiter à ceux qui sont resté à l'intérieur le contenu de nos tracts en les lisant au mégaphone.

Au bout de 20-25 minute la police vient siffler la fin de la récré. On remballage les gaules, et on repart tranquillement vers notre point de rendez-vous. Une personne arrivée en retard nous apprendra que la parano continua après notre départ et que les deux écoles restèrent barricadées à l'intérieur encore un petit moment, n'ouvrant la porte qu'aux rares personnes

qui se pointent devant leur bâtiment. YOUHOU ! Les portes n'étaient finalement pas si ouvertes que ça !

On a conscience que cette petite action ne va pas ébranler l'industrie de l'armement à Toulouse, mais elle montre que nous avons des prises ici pour lutter contre la guerre et ceux qui la conçoivent. Écoles d'ingé, universités, fabricants d'armes, start-ups, soutiens politiques tels que la mairie de Toulouse ou la région Occitanie... ils sont partout et partout nous pouvons leur montrer qu'on ne les laissera pas répandre tranquillement la mort et la désolation comme ils l'entendent.

Pas de paix pour les fabricants d'armes et leurs collaborateurs !

Officialisation de deux squats près de Caen (Fleury)

Publié le 2025-05-23 13:06:51

Samedi dernier, deux nouveaux squats ont été officialisés route d'Harcourt à Fleury, dans le cadre de l'AG de lutte contre toutes les expulsions, près de deux autres squats (un en décembre 2021 et l'autre en avril 2024). Ils devraient être habités par deux familles de 4 et de 15 personnes.

Les maisons en question seraient pré-emptées par la mairie de Fleury et vides depuis plusieurs années. C'est également le cas de plus de 6500 logements vides à Caen, et de plus de 10 000 dans l'agglomération caennaise (sans compter les bâtiments vides qui n'ont pas un usage d'habitation reconnu légalement).

L'AG de lutte recherche des dons pour meubler les deux maisons : équipements électroménagers, literie, ameublement. Vous pouvez écrire à ag-contre-expulsions chez riseup.net ou 07 83 86 17 66.

Assemblée, pouvoir et marges

Publié le 2025-05-23 13:07:40

Quelques notes sur le fonctionnement des assemblées, par le Collectif sans nom, collectif caennais actif en 2016/2017, notamment dans les luttes contre la loi Travail, contre les frontières et contre l'état d'urgence. Ce texte a été diffusé dans des manifs et dans des assemblées de lutte dans le contexte de la lutte contre la loi travail, en mars 2016.

Rapport de pouvoir

UNE ASSEMBLÉE EST UN MOMENT D'IMPORTANCE. Il semble essentiel que les choses y soient débattues, discutées, qu'elles conduisent à des échanges, à de la vie. Ce n'est cependant pas une chambre d'enregistrement (faut-il seulement voter sur tout et tout le temps, voire même une fois ?). Tout ne se résume pas à simplement voter pour ou contre toute une série de propositions.

Il ne s'agit pas tant de convaincre mais de proposer à discussion, afin que les envies et avis de tou-te-s puissent s'échanger (et non que cela soit un jeu de marionnettes, ou bien un match rhétorique entre grandes gueules aux discours et tonalités bien rodés dont on mesurerait l'audience à l'applaudimètre...). Et s'il peut quand même s'agir de convaincre, c'est aussi et surtout l'occasion de partager des positions et des envies, d'égal-e à égal-e, et non de « conscientiser » l'autre.

Les assemblées sont en tout cas des temps où s'exercent aussi tout un tas de rapports de domination (racisme, sexisme, grandes gueules, expert-e-s, etc). Elles sont régulièrement traversées par des oppressions, des invisibilisations, du déni... Il serait plus que chouette de profiter de ces moments pour poser le problème sur la table et le visibiliser (confère la brochure « La tyrannie de l'absence de structures », de Jo Freeman).

L'assemblée reste avant tout un outil. Or, pour ne prendre que cet exemple, les tours de paroles peuvent parfois ne donner lieu qu'à une succession d'interventions à rallonges entre expert-e-s de la militance, entre autres, dont soit la position sociale, parfois dominante, soit une certaine aisance à l'oral, peuvent par exemple créer une prise de pouvoir (des tactiques pour diriger les ag sont ainsi enseignées à certain-e-s syndiqué-e-s UNEF). Des stratégies

existent, sont fréquemment utilisées et sont repérables : se placer différemment à plusieurs pour maîtriser l'amphi et faire croire à une cohésion spontanée de plein de gens, alors que tous ces gens se connaissent et ont préparé en amont leurs interventions ; demander systématiquement la parole sur les listes de clôture, afin de répéter sans cesse la même proposition pour la faire passer par l'insistance ; inciter à ce que la tenue d'un débat soit reportée plutôt que maintenue lorsque l'on s'y sent en minorité, etc.

Quant aux coordinations nationales, elles sont aussi le lieu de jeux de pouvoir entre organisations concurrentes, où se jouent manipulation politique, gauchisme, tentatives d'imposer une ligne politique à un mouvement, centralisme démocratique cherchant à ce que le mouvement s'organise du haut vers le bas, et aussi parfois préparation des futures grandes échéances électorales, avec représentation et visibilisation de partis en attente de nouvelles cartes d'adhérent-e-s... C'est finalement assez rare que les assemblées soient réellement autonomes dans les mouvements sociaux.

Il s'agirait alors de créer les conditions pour que puissent se manifester les divergences, non pour les dissoudre, mais pour qu'elles puissent être prises en compte et discutées. Non pas dans l'ambition de maintenir une unité, ou de pacifier la situation, mais dans l'idée que s'échangent et se débattent les oppositions, les clivages. Faire que puissent aussi s'articuler différentes manières de subvertir l'ordre existant, que des perspectives communes puissent s'atteindre.

L'étouffement des contradictions entraîne parfois une certaine auto-censure. Taire soi-même ses oppositions ou propositions peut venir du constat que cela ne sera ni discuté ni pris en compte. Dans ces conditions, porter ses désaccords demande alors bien plus d'énergie et l'on préfère alors s'abstenir.

Expertise militante

AVOIR LA VOLONTÉ DE PARTAGER ses expériences, son vécu et/ou sa mémoire des luttes est important. Ces occasions de partage manquent de plus en plus, notamment dans le monde du travail dans lequel les boîtes d'intérim (et pas qu'elles) font sauter d'un site de taf à l'autre. Qu'elles le désirent ou non, les personnes familières avec différentes luttes se voient cependant souvent octroyer une certaine aura par d'autres faisant leurs premiers pas dans la lutte, attribuant ainsi à certain-e-s un statut d'expert-e-s en militantisme. Il semble important de casser l'ascendance que peut donner cette attribution et les rapports de pouvoirs qui peuvent en émaner, tout en gardant à l'idée qu'il ne s'agirait pas pour autant de nier l'héritage des luttes passées, car tout n'est pas nouveau ni n'arrive pour la première fois.

Il semble tout aussi important que les pratiques portées par les luttes qui nous ont précédées ne brident pas notre manière de nous organiser, au risque de voir se répéter les mêmes schémas dont rien ne justifie qu'ils soient les plus pertinents ou légitimes. Un risque parmi d'autres serait par exemple la mise à l'écart de propositions sortant de certains cadres militants habituels. Avoir de l'expérience dans certaines formes de lutte n'implique pas que ces dernières soient les seules possibles...

AG souveraine ?

SI L'ASSEMBLÉE PEUT PERMETTRE que s'envisagent et se créent des actions communes, de coordonner des envies, elle n'a en rien à monopoliser l'exercice de la lutte, de même qu'il n'existe pas une seule forme d'organisation. L'excès de formalisme peut finir aussi par enliser une dynamique au lieu de la libérer.

C'est aussi le risque, lorsque la bureaucratie et le centralisme s'installent, que s'oublie la lutte. Viennent l'inertie, l'étouffement de ce qui fait conflit, le réformisme. C'est le meilleur moyen pour huiler le ronron de la machine et que s'enracine la volonté de conservation d'une routine, à grands renforts de pacification, jusqu'à ne plus fonctionner que pour elle-même, déréalisée, et que toute discussion ou contradiction s'y efface.

Rien n'interdit de faire des choses en dehors de l'ag sans être fait en son nom. Une lutte n'est pas portée que par des ag. Ce qui n'empêche que des solidarités puissent se créer, comme cacher quelqu'un-e taggant des signes de révolte sur les vitrines de quelques lieux de pouvoir, ou soutenir un-e compagnon-ne de lutte se faisant interpellé et/ou passant en procès, même si son action partait d'une initiative personnelle.

La question se pose de savoir comment on considère l'ag, ou plutôt l'autoorganisation. Espace de coordination, ag de partage et décisionnelle seulement sur les grandes lignes, ou instance de pouvoir par démocratie directe ? L'époque est au démocratisme. La fiction de la démocratie (toujours bourgeoise) est l'existence d'un intérêt général s'imposant aux individu-e-s, sommé-e-s de s'y soumettre. Une conception en termes de droits et de devoirs, et donc de juges et de policiers, même « populaires », pour contrôler. Sauf qu'à coups de majorité ne se règlent pas les divergences, les contradictions légitimes. Persiste dans la démocratie directe le même rapport de domination, la même amputation de la liberté (qui peut rester visible, malgré les jeux occultes de pouvoir). Enfin, il peut y avoir une horizontalité parfaite sans contenu subversif : les technocrates, eux aussi, se consultent de manière parfaitement collégiale tout en aménageant nos vies à leurs convenances. Les expériences autogestionnaires n'ont jamais empêché de fabriquer de la merde (une usine d'armements a

été autogérée quelques temps à Saint-Etienne), ou

d'autogérer ses licenciements... En bref, la forme sans le contenu...

Des choses doivent échapper à l'assemblée (ne serait-ce que parce tout ne peut pas s'y discuter du fait que ce soit un espace contrôlé par les flics, les indics et les journalistes). D'ailleurs, des actions de groupes affinitaires peuvent aller plus loin dans la voie de la révolution sociale qu'une assemblée où s'expriment essentiellement les positions mollassonnes soumises à l'époque.

Au fond, c'est une question sur le type de relations sociales souhaité, axé sur une éthique de base réciproque et le partage d'une visée politique. L'assemblée n'en fournit qu'un cadre, avec les grandes lignes directrices. L'auto-organisation n'est pas ce qu'on vit dans le cadre de ces ag de lutte, elle n'y émerge que par à-coups et comme possibilité.

L'auto-organisation n'est pas seulement un moyen de lutte mais une fin en soi (c'est pourquoi pour nous il n'y a rien à revendiquer comme demande au pouvoir, mais à insister sur le fait que dès maintenant nous nous organisons par nous-mêmes et que l'autoorganisation pose d'emblée le fait de se passer de l'Etat et de toute forme de gouvernement). L'auto-organisation a besoin d'assemblées, et de coordination entre ces assemblées, tant que tout part du bas vers le haut. C'est ce qui parcourait les sociétés ouvrières, les premiers syndicats, les conseils ouvriers. C'est ce qu'autrefois on appelait le fédéralisme. L'assemblée est ce qui fait que l'on tient ensemble, mais les initiatives qui en émanent font que cela vit.

Même l'AIT (1) du 19^e, mise en place pour pallier l'absence d'organisation coordinatrice lors des révolutions de 1848, fonctionnait sur l'autonomie des sections, et mêlait groupes politiques et groupes affinitaires. La volonté centralisatrice arrivera plus tard, porté par Marx et ses acolytes, et mettra fin à cette expérience.

Vivre la lutte et pas seulement l'organiser

CE SERAIT CHOQUETTE de faire gaffe collectivement à ce que l'ag ne déborde pas de son rôle et n'en vienne pas à administrer la/les lutte-s, qu'elle ne devienne pas le seul espace à partir duquel puissent se faire les choses, une sorte d'entité surplombante et dirigeante s'opposant à des désirs d'autonomie.

Une lutte peut –devrait ?– aussi déborder la seule attaque contre une loi et s'étendre à d'autres luttes. A la crainte de rendre floues nos « revendications » (ou plutôt exigences...) et de perdre en chemin des compagnon-ne-s de lutte (ou adhérent-e-s...), nous pouvons répondre en ouvrant la lutte à des perspectives plus larges, ce qui peut a contrario permettre que se découvre et se créer du commun. Libre à nous de tenter de lutter épaule contre

épaule et non pas à côté les un·e·s des autres.

Créons ensemble certaines conditions pour que puisse se vivre autre chose que les rapports sclérosants et normés dans lesquels on vit déjà. Les luttes ne sont pas qu'à organiser, elles sont aussi –surtout ?– à vivre. Alors que se vive la lutte, que se construisent des complicités, autour de la confection d'une banderole ou d'un banquet, sur une barricade ou sur un bout de pelouse jouxtant un bâtiment occupé.

Collectif sans nom,

mars 2016

Jonquières (Oise) : sectionner les artères de données

Publié le 2025-05-23 16:30:27

Dans le sud-est de l'Oise, plus de 10 000 foyers privés d'internet après un acte de vandalisme

Courrier Picard/France3, 23 mai 2025

Dans la nuit du 22 au 23 mai, une vaste coupure de services a touché le sud-est de l'Oise, privant plus de 10 000 foyers et entreprises d'internet, de téléphonie fixe, de télévision, et perturbant le réseau mobile.

Selon *Orange*, l'incident a eu lieu entre minuit et 1 heure du matin. **Les auteurs ont ouvert des trappes d'accès souterraines et ont vandalisé les câbles. Ces derniers n'ont en revanche pas été volés. Dans leur opération, ils ont sectionné des fibres optiques**, causant l'importante coupure. Une centaine de communes ont été impactées, notamment dans le secteur de Crépy-en-Valois et dans le Compiégnois, autour de Jonquières.

« Nos premières alarmes se sont activées dans la nuit, entre minuit et une heure de matin, elles nous ont permis de voir qu'il y avait une fibre endommagée dans le secteur » précise Gautier Bezeau, attaché de presse pour Orange Hauts-de-France.

Ces alarmes se déclenchent automatiquement en cas de coupure de connexion d'un nombre important d'abonnés. Elles n'indiquent pas pour autant la localisation précise de l'incident. Vers six heures du matin, les équipes de l'opérateur ont donc dû mener leurs investigations. « Nos équipes ont été dépêchées au petit matin pour détecter la coupure, ajoute Gautier Bezeau. Cette fibre optique irriguait plus de 10 000 foyers et entreprises du département, le plus gros foyer de population était Crépy-en-Valois, mais **au total, une centaine de communes ont été touchées.** »

Car le réseau de fibre est organisé un peu comme un système sanguin où les artères seraient constituées de câbles, qui transportent d'importants flux de données pour desservir tout un territoire. Elles se ramifient ensuite, comme les vaisseaux sanguins, en un réseau plus petit qui irrigue les communes pour aboutir aux clients particuliers.

C'est l'un de ces câbles de transport qui a été sectionné dans la nuit, ce qui explique

l'importance de la coupure internet. Si le réseau mobile n'a pas totalement cessé de fonctionner, certaines antennes ont été désactivées. Grâce au maillage du réseau, d'autres relais ont pu partiellement compenser. Orange rappelle qu'il travaille depuis plusieurs années avec la préfecture et les pelotons de gendarmerie pour lutter contre les actes de malveillance. « *Orange ne peut surveiller lui-même le domaine public. C'est pourquoi nous travaillons avec les forces de l'ordre pour aider les enquêtes* » assure Gautier Bezeau.

Carapatage 89 : Les luttes des prisonnier-e-s dans les années 1990 (21.05.25)

Publié le 2025-05-24 00:00:00

NOV



Écouter l'émission

Télécharger l'émission

Dans cette émission, on a voulu évoquer les luttes menées par les prisonniers et prisonnières durant les années 1990 ainsi que les liens entre les luttes à l'intérieur et à l'extérieur. La période abordée est assez large, allant de 1985 au début des années 2000, pour essayer de mieux comprendre cette époque, d'en dresser une chronologie et de mettre en valeur quelques exemples de révoltes, luttes et revendications, sans exhaustivité.

Bonne écoute !

SOMMAIRE

- **00.01.47 Brèves d'actus**

- Blocage à la prison de Nîmes
- Nouvelle proposition de réforme de Darmanin
- Macron prêt à louer des places de prison
- Projet de prison de haute sécurité en Guyane
- Mardi fouilles de cellule et perquisition de téléphones
- Un prisonnier libéré à la place d'un autre
- Evasion à la prison de Koné
- Texte du Collectif Solidarité Kanaky
- Loi Mayotte

- **00.22.00 Les luttes des prisonnier-e-s dans les années 1990, introduction**

- **00.31.44 L'été 85**

- **00.44.20 1987-1988**

- **00.54.00 Mutinerie en 1989 et évasion collective en 1992 à Clairvaux**

- **01.08.49 Le début des années 1990**

- **01.17.20 Fin des années 1990, début 2000**

PLAYLIST

- 2 Bal & Mystic – Sédition

The Robins – Riot in the cell block n°9

- Colette Magny – Répression
- Gommard – Y'a du baston dans la taule

RESSOURCES

- Week-end contre les violences pénitentiaires à Lyon du 23 au 25 mai
<https://lenumerozero.info/WE-contre-les-violences-penitentiaires-a-Lyon-du-23-au-25-mai-7430>
- Pour la libération des prisonnier.er.s, Collectif Solidarité Kanaky
<https://paris-luttes.info/liberation-de-tous-les-prisonnier-19522>
- Volumes 2 et 3 de « Y'a du Baston dans la taule »
https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/anticarcerale/documents/y_a_du_baston_dans_la_taule_A4-fil.pdf
https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/anticarcerale/documents/Y_a_du_baston_dans_la_taule_A4-fil.pdf
- Une succincte histoire des luttes anti-carcérales depuis l'intérieur des prisons
<https://infokiosques.net/spip.php?article436>
- Action d'Os cangaceiros contre le plan 13000 places
https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/anticarcerale/documents/13000_Belles.pdf
- Communiqué du Collectif de détenus de la prison d'Arles, 2001
<https://banpublic.org/communique-du-collectif-de-detenus>
- Carapatage 31 sur les quartiers d'isolement
<https://carapatage.noblogs.org/carapatage-31-les-quartiers-disolement-20-04-22/>
- Carapatage 81 sur la double peine
<https://carapatage.noblogs.org/carapatage-81-la-double-peine/>

Partage :

Le travail tue, refusons-le ! - à propos de la mort au travail du jeune Lorenzo –

Publié le 2025-05-24 04:30:00

Lorenzo Menardi, un jeune apprenti ouvrier de 15 ans est décédé mercredi 30 avril sur un chantier à Saint-Martin-du-Var dans les Alpes-Maritimes. Les circonstances sont floues mais il semblerait qu'il ait été écrasé par un engin de chantier.

[Article du C.A.T sur la mort du jeune Lorenzo sur un chantier]

LE TRAVAIL TUE, REFUSONS-LE !

- à propos de la mort au travail du jeune Lorenzo –

La mort tragique de Lorenzo, on pourrait l'incomber seulement à la chute malencontreuse d'un engin de chantier, à « quelque chose qui n'aurait pas dû arriver » et ainsi faire de ce jeune apprenti une victime du pur hasard ou de la malchance. Faire comme les politiciens et leurs larmes de crocodile, en premier lieu le maire de Nice Christian Estrosi, chante bien connu du sécuritaire et de l'exploitation, qui a annoncé son « immense tristesse » et ses « pensées sincères », sans aucune autre explication du drame.

Mais nous disons que la mort de Lorenzo n'est pas un malheureux hasard.

Lorenzo Menardi est mort, car il était apprenti-étudiant dans un CFA de maçonnerie à Antibes, et qu'il avait dû, dans le cadre de sa formation, trouver une entreprise de travaux publics dans le BTP et se mettre à faire le maçon sur des chantiers, à l'âge de 15 ans.

La vie de Lorenzo a été fauchée en pleine adolescence en raison de l'incorporation grandissante du travail des mineurs dans les cursus scolaires.

L'Etat et le Capital ont orienté, mis et obligé Lorenzo au travail, comme plein d'autres jeunes aujourd'hui, et c'est cela même qui l'a tué.

Pour l'Etat, pour les patrons, pour ceux qui organisent le travail précoce des jeunes (de France Travail aux recteurs et directeurs d'établissements), Lorenzo n'est qu'un chiffre parmi les centaines de personnes qui meurent au travail tous les ans en France (il y en avait 759 en

2023 et les chiffres sont en hausse constante) et dont ils n'ont cure, sans parler de tous les accidents du travail qui se produisent chaque jour et qui privent des individus, jeunes et plus âgés, de l'usage de leurs membres, qui réduisent leur mobilité, les mènent à contracter les nombreuses « maladies du travail » (mal de dos, poumons, tendinites...) et de tous ceux que le travail abat psychologiquement à coups de surmenage, de névroses et de dépressions.

Lycée professionnels, CFA, apprentissage, alternance, période de stages (en augmentation ces dernières années dans les réformes de l'Education Nationale, dans toutes les filières y compris « générales ») : **tous ces dispositifs ne sont que des moyens pour l'Etat et le Capital de faire rentrer la jeunesse dans le rang et la soumettre à l'autorité patronale**, qui peut profiter ainsi d'une main d'œuvre soldée, et d'habituer progressivement les nouvelles générations à choisir « l'insertion professionnelle » la plus rapide possible.

En 2018, la loi Pénicaud augmentait le temps de travail maximum des apprentis mineurs à 40 heures par semaine et 10h par jour. La dernière réforme des lycées professionnels passée en 2023 a installé tous un tas de nouvelles mesures pour pousser les élèves vers le monde du travail : partenariats renforcés avec les entreprises, augmentation des places en formation de spécialisation, présence d'un « Bureau des entreprises » dans les lycées ...

La vie au travail commence de plus en plus tôt alors qu'elle se finit de plus en plus tard !

Comment penser qu'une personne qui a commencé à charger des sacs de ciment à 15 ans pourra profiter de sa pleine mobilité à 50 ans ? Comment penser qu'un adolescent qui se retrouve à vendre des t-shirts dans un H&M n'a pas beaucoup mieux à faire de cette période de sa vie, synonyme de découvertes et d'émancipation pour beaucoup ?

C'est pourtant avec ces tristes histoires que l'État veut domestiquer la jeunesse. Sans droit au RSA avant 25 ans, et avec une police qui fait la chasse aux marginaux, l'État via son insertion pousse les jeunes de toutes ses forces dans les bras du Capital.

L'École et les divers dispositifs de « l'enseignement technique » sont aussi accompagnés d'un principe de sélection : il faut opérer un choix entre ceux dont on estime qu'ils sont destinés à obéir les ordres, qui se retrouvent dans ces filières professionnelles, et ceux qui seront formés à les donner !

Les élèves qui se retrouvent sur les chantiers de BTP à l'aube de leurs 15 ans, dans les stages rébarbatifs de mise en rayon à Carrefour, sur des transpalettes dans les entrepôts ou

au bout des lignes de production à l'usine, ne sont bien sûr majoritairement pas les fils et les filles des patrons, des politiciens et des recteurs. Non, ils et elles sont issues des familles qui ne pouvaient se permettre autre chose, attirées logiquement par les « gratifications » nouvelles des stage pour soulager un peu la galère quotidienne et par l'espoir de voir vite leurs enfants subvenir de manière autonome à leurs besoins. Des ados qui ne pouvaient même pas vraiment imaginer une poursuite d'études longues ou qui ont parfois cru aussi pouvoir se libérer un peu de l'ennui et de la frustration quotidienne que représente le quotidien collé sur une chaise, pour se retrouver à réparer des bagnoles ou installer du placo au lieu de profiter de leur adolescence pour des choses bien plus insouciantes, plus rebelles, et intéressantes.

L'expérimentation précoce de la liberté effraie le pouvoir.

La mise au travail s'intensifie de toutes parts, et les jeunes n'y échappent pas. La résignation ne nous sortira pas de là. La machine travailliste peut se gripper, et quelques grains de sable peuvent suffire à enrayer un engrenage.

Contre la mise au travail des plus jeunes et des plus vieux, qui rêve de venir nous chercher jusque dans les berceaux, quitte à en tuer certains d'entre nous :

REVOLTONS-NOUS !

Le C.A.T, Collectif Anti Travail

contact : tousincompetents[at]proton.me

[USA] Halintar – la foudre s’abat sur l’ambassade israélienne

Publié le 2025-05-24 13:12:08

Reçu par mail, le 23/05/2025.

Le 22 mai 2025, à Washington, aux Etats-Unis, Elias Rodriguez a tué un couple d’employés de l’ambassade israélienne à l’arme à feu. L’une de ces employées avait rejoint l’ambassade de l’Etat génocidaire suite au 7 octobre, le second était un colon allemand qui allait s’installer en Israël. Elias Rodriguez a chanté des slogans pro-palestiniens lors de son arrestation par la flicaille américaine aux suites de son action, et a publié une revendication en ligne expliquant son acte. Celle-ci est traduite et reproduite ci-dessous.

Brochure en français : eliasrodriguez eliasrodriguez-conv

Brochure en anglais : Elias-Manifesto Elias-Manifesto-imposed

Explication

20 mai 2025

Halintar est un mot signifiant tonnerre ou foudre. Au lendemain d’un acte, les gens cherchent à en comprendre le sens. Ce texte est une tentative de l’expliquer. Les atrocités commises par Israël contre la Palestine défient toute possibilité de description comme de quantification. Généralement, on les regarde se dérouler en vidéo, parfois même en direct. Après quelques mois d’un décompte des morts en rapide augmentation, Israël a anéanti toute possibilité de continuer à compter les mort-es, ce qui lui sert bien pour perpétuer son génocide. Au moment d’écrire ces lignes, le Ministère de la santé de Gaza a enregistré 53 000 morts par traumatisme, au moins dix mille personnes coincées sous des débris, et qui sait combien de milliers de morts supplémentaires par des maladies évitables ou de faim – avec des dizaines de milliers de personnes désormais sous la menace imminente de famine à cause du blocus israélien permis par les complicités occidentales et des gouvernements arabes. Le bureau des informations de Gaza inclut les dix mille personnes sous les débris dans son propre compte des morts. Aux infos, on entend ce chiffre depuis des mois maintenant, qui

n'augmente pas malgré la création de nouveaux débris, le bombardement répété des débris encore et encore, et le bombardement des tentes au milieu des débris. Comme le décompte des morts au Yémen avait été arrêté à quelques milliers pendant des années sous les bombardements saoudi-britanniques-américains avant d'être plus tard révélé être plus proche de 500 000, tous ces chiffres sont probablement très largement sous-estimés. Je crois facilement les estimations qui montent le décompte jusqu'à 100 000 ou plus. Davantage ont été assassiné-e-s depuis mars de cette année que durant les opérations « Bordure protectrice » [la guerre de Gaza de 2014] et « Plomb durci » [la guerre de Gaza de 2008-2009] à elles deux. Que dire de plus de la proportion d'enfants qui ont été mutilé-es et brûlé-es et explosé-es. Nous qui avons laissé tout cela se dérouler ne mériterons jamais le pardon des Palestinien-nes. Iels nous l'ont fait clairement savoir.

Une action armée n'est pas nécessairement une action militaire. Ce n'est généralement pas le cas. Souvent, c'est du théâtre et du spectacle, une qualité partagée avec de nombreuses actions non-armées. Les manifestations non-violentes dans les premières semaines du génocide semblaient signaler une sorte de tournant décisif. Jamais autant de politiciens américains n'avaient été forcés de reconnaître, au moins rhétoriquement, que les Palestinien-nes sont, elleux aussi, des être humains. Mais, pour l'instant, cette reconnaissance n'a pas mené à grand chose. Les Israélien-nes se vantent d'être surpris-es que les Américain-nes leur donnent carte blanche pour exterminer les Palestinien-nes. L'opinion publique s'est retournée contre l'État génocidaire d'apartheid, et le gouvernement américain l'a simplement ignorée, décidant de continuer sans son soutien, la criminalisant là où il peut, l'étouffant avec des promesses vides d'avoir fait le maximum pour restreindre Israël lorsqu'il ne peut pas simplement interdire toute manifestation. Aaron Bushnell et d'autres se sont sacrifié-es dans l'espoir de stopper les massacres. L'État nous fait croire que ces sacrifices sont vains, qu'il n'y a aucun espoir dans une quelconque escalade pour Gaza et qu'il n'y a aucun intérêt à leur faire la guerre ici. Nous ne pouvons pas le laisser réussir à nous convaincre. Leurs sacrifices n'ont pas été faits en vain.

Il faut alors que l'impunité que ressentent les représentants de notre gouvernement pour leur complicité avec ce massacre soit révélée comme illusoire. Cette impunité est la pire des choses pour ceux d'entre nous à proximité immédiate des génocidaires. Un chirurgien qui soignait des victimes du génocide des Mayas par l'État du Guatemala témoigne qu'il était en opération sur un patient gravement blessé pendant un massacre quand, soudain, des hommes armés sont entrés dans la pièce, ont fusillé le patient sur la table opératoire, rigolant

pendant qu'ils le tuaient. Le médecin raconte que le pire de tout était de revoir les assassins, qu'il connaissait bien, se pavaner dans les rues du coin pendant des années.

Ailleurs, un homme avec une conscience a tenté de jeter Robert McNamara par-dessus bord d'un ferry à destination de Martha's Vineyard, furieux de l'impunité et de l'arrogance du boucher du Vietnam qui riait avec ses amis à bord du ferry. Il avait un problème avec « la posture de McNamara, qui disait 'Mon passé est sans problème, et je peux être accoudé au bar avec mon bon ami Ralph et tu ne peux rien y faire'. » L'homme n'a pas réussi à balancer McNamara dans l'eau, l'ancien secrétaire d'État réussissant à s'accrocher à la barrière et à remonter, mais il expliqua la valeur de la tentative en disant : « Je l'ai amené dehors, juste lui et moi, et, tout à coup, son histoire n'était plus sans problème, n'est-ce pas ? »

Un mot sur la moralité de la manifestation armée. Ceux d'entre nous opposés au génocide se satisfont de déclarer que les instigateurs et leurs complices ont abandonné leur humanité. J'adhère à ce point de vue et comprend son intérêt pour apaiser l'esprit qui refuse d'accepter les atrocités se déroulant sous ses yeux, mêmes médiées par un écran. L'inhumanité a cependant montré depuis longtemps qu'elle était terriblement commune et ordinaire, prosaïquement humaine. Un-e instigateur-e de génocide peut ainsi être un-e parent aimant-e, un-e enfant honnête, un-e ami-e généreux-se et charitable, un-e étranger-e aimable. Il peut être parfois capable de force morale quand cela lui sert et même quand cela ne lui sert pas, et tout de même rester un monstre. Avoir de l'humanité n'empêche pas une personne d'être responsable de ses actes. Cette action aurait été moralement justifiée il y a 11 ans pendant Bordure protectrice, à l'époque où je suis personnellement devenu conscient de nos agissements brutaux en Palestine. Je pense que, pour la majorité des Américain-es, une telle action aurait été incompréhensible et aurait paru insensée. Je suis content qu'aujourd'hui il y ait de nombreux-ses américain-es pour qui cette action sera fortement compréhensible et, ironiquement, la seule chose sensée à faire.

Je vous aime Maman, Papa, petite soeur, le reste de ma famille, toi inclus-e O*****

Free Palestine

– Elias Rodriguez

Sabotages et black out dans tout le sud-est

Publié le 2025-05-25 03:56:58

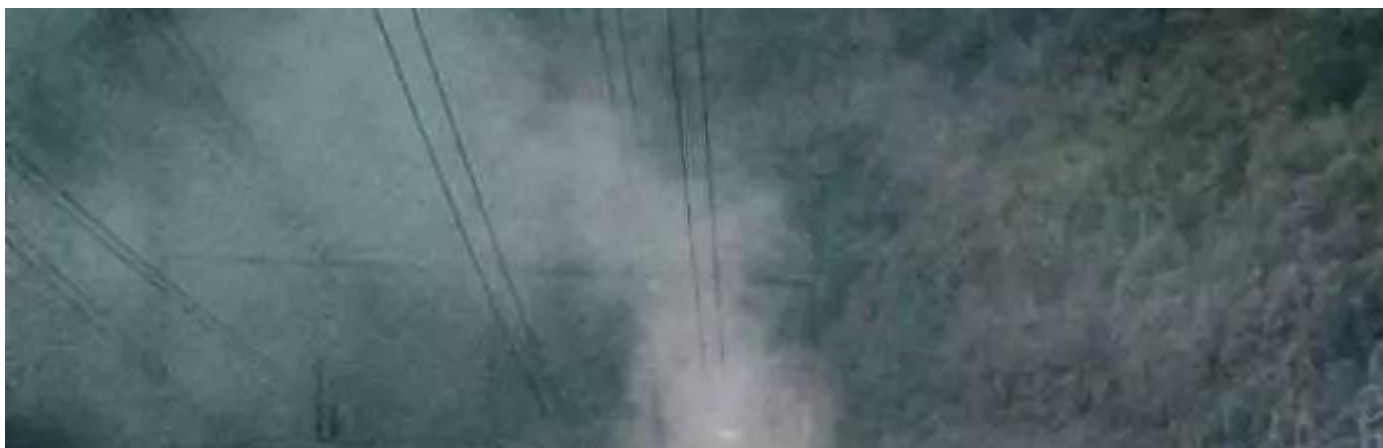


Nuit du 23 au 24 mai 2025 : le pylône scié à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes)

[Dans la nuit de vendredi à samedi 24 mai], plusieurs incendies volontaires se déclenchent dans la même centrale hydroélectrique à très haute tension de Biançon/Saint-Cassien, située à Tanneron (Var), vers 2h45. Le grillage a été découpé et des traces d'essence ont été découvertes sur place. 47 000 foyers sont privés d'électricité, de l'est du Var jusqu'à l'ouest des Alpes-Maritimes. Puis, à 10 heures du matin, à trente-cinq kilomètres de là, c'est le pylône électrique d'une ligne à haute tension (225 000 Volts) qui alimente Cannes qui a vacillé au cours de la matinée. Situé à Villeneuve-Loubet (Alpes-maritimes) et haut de 28 mètres, il a en effet subi des « *dégradations majeures* », puisque trois de ses quatre piliers « *ont été sciés* » : 160 000 foyers de Cannes et de ses alentours se retrouvent alors sans courant.

Ce double sabotage a eu pour conséquence un immense black-out dans le sud-est du territoire, notamment à Cannes, Antibes, Grasse, Vallauris, Mandelieu-la Napoule ou Saint-Cézaire-sur-Siagne. Il a coupé usines, institutions, commerces, ascenseurs, feux de circulation, distributeurs de billets, internet et télévision (via les box), réseau de téléphonie mobile *Orange* (la plupart des batteries de secours des antennes ne tiennent que deux heures), lignes ferroviaires (suppressions de trains entre Grasse et Cannes et retards entre Les Arcs et Antibes), commissariats (Antibes, Grasse et Cannes) ou encore projection de film du 78^e festival de Cannes. Bref, comme le résume un journal local dimanche (Var Matin, 25/5) : « **Réseau téléphonique hors service, circulation chaotique, gares bloquées, commerces à l'arrêt : le black-out a paralysé toute une partie du territoire, au moment où les projecteurs du monde entier étaient braqués sur Cannes en ce jour de clôture du 78e Festival du Film.** » Le courant a été rétabli à partir de 15h, et pour l'ensemble des foyers de la région que vers 16h45.

Des enquêtes ont été ouvertes par les parquets de Grasse et de Draguignan à la suite de ce ces actes de sabotage, et le préfet des Alpes-Maritimes a évidemment condamné ces « *actes graves de dégradation portant atteinte à l'intégrité des infrastructures électriques* ». On trouvera ci-dessous un petit aperçu des premières conséquences de ce black out anonyme, vues par la presse régionale et nationale de ce dimanche...]



Nuit du 23 au 24 mai 2025 : la centrale hydroélectrique incendiée à Saint-Cassien/Tanneron (Var)

Des sabotages privent d'électricité 160 000 foyers

Nice Matin, 25 mai 2025 (extrait)

Retour sur une journée hors norme

Une lumière qui clignote, une box Internet qui s'éteint. Chacun a d'abord cru, dans son coin, à une coupure d'électricité dans son immeuble ou son quartier. Un désagrément réglé en quelques minutes. Mais très vite, le doute a laissé place à l'incrédulité.

En sortant de chez eux, les habitants des communes impactées ont compris, par le bouche-à-oreille, que le problème était bien plus vaste. **À Cannes, comme à Grasse en passant par Antibes, Biot ou Mandelieu-la-Napoule, les portails électriques sont restés figés, forçant certains à les escalader pour sortir. La panne a frappé jusque dans l'arrière-pays avec Saint-Cézaire-sur-Siagne, Fayence ou encore Montauroux privés de courant.**

En bas des immeubles, de petits rassemblements se sont spontanément formés pour échanger les maigres informations glanées ici et là, entre étonnement et inquiétude. « Ça va durer des jours, comme au Portugal et en Espagne ? », « c'est une attaque terroriste », « ça sera rétabli avant midi »...

Commerces obligés de fermer

De nombreux commerces ont tour à tour baissé le rideau. Sans électricité, impossible de faire fonctionner les caisses ou d'éclairer les rayons. Certains ont toutefois décidé de rester ouverts, mais uniquement pour les paiements en liquide.

« *On s'adapte, mais tout dépend de la durée* », soupirait le responsable du Carrefour de l'avenue Robert-Soleau à Antibes, inquiet pour la conservation des produits dans les frigos, mais plein d'espoir après un appel d'EDF qui lui disait « *résoudre le problème d'ici une heure* ». Tandis qu'il bloquait l'accès de son échoppe avec une pile de palettes, l'employée du magasin, Lily, rangeait les rayons à la lumière de son smartphone. « *Ça permet de souffler un peu, on n'est pas en caisse, ça laisse le temps de faire du rangement* », lâche-t-elle, positive.

Circulation chaotique, trains à l'arrêt

Si cet improbable événement a donné lieu à des apéros improvisés et permis de (re-)nouer des liens entre voisins, la situation était plus chaotique sur les routes, privées de feux tricolores ! La circulation sur certains axes très fréquentés a provoqué des scènes de confusion, chacun tentant de passer sans heurter l'autre.

Dans les gares, les trains étaient à l'arrêt. À Antibes, même la mer est devenue inaccessible : les stations de relevage d'eaux usées étant à l'arrêt, les baignades ont été interdites par précaution.

Les secours, eux, ont été pris d'assaut. « *On gère une avalanche d'appels* », confiait un officier des sapeurs-pompiers. Personnes coincées dans des ascenseurs, malades sous assistance respiratoire... Le réseau téléphonique étant perturbé, certains habitants se sont présentés physiquement aux casernes pour donner l'alerte. Des véhicules ont été envoyés en tournée, tentant de prioriser les cas les plus graves. **Au poste de police principal, les agents ont géré un flot de citoyens en quête de réponses.** « *À La Bocca, les gens viennent pour s'informer, mais nous n'en savons pas plus qu'eux* », confiait un officier.

Certains restaurants ont improvisé. À Istanbul Kebab à La Bocca, la cuisson est passée au charbon. « *Pas de frites, mais on continue à servir* », expliquait un employé. Non loin de là, au McDonald's, l'ambiance était tout aussi détendue : « *On a tout nettoyé, maintenant on joue aux cartes* », racontait un salarié à la mi-journée. En centre-ville un coiffeur cannois a déplacé son salon sur le trottoir pour continuer à recevoir ses clients.

Pour certains, cette déconnexion forcée a été une épreuve. Pour d'autres, une pause bienvenue. « *Une journée sans téléphone, sans réseaux sociaux, sans télé et sans sollicitations... Ça fait du bien, finalement.* »

Au Palais des festivals, les groupes électrogènes en action

Projections interrompues, Palais des festivals dans le noir, des salles évacuées jusqu'au Cineum de La Bocca... Les projections ont été particulièrement compliquées pour ce dernier jour du 78e Festival de Cannes. La projection matinale du film « Sirât » de l'Espagnol Oliver Laxe a été interrompue. Les salles du Palais ont été plongées dans le noir pendant une dizaine de minutes.

Le navire amiral du Festival « *a basculé sur un système d'alimentation électrique indépendant* », a indiqué le Festival, soit trois groupes électrogènes, pour « *maintenir tous*

les événements et projections prévues [hier], dans des conditions normales ». Et la cérémonie de clôture s'est déroulée tout à fait normalement.

Le Cineum évacué

« Vers 10 h 15, on a eu une coupure en plein milieu de la projection d'un film au Cineum, livrait notre journaliste Alexandre Carini présent au cinéma de La Bocca, dans lequel sont projetés des films en compétition. Ils ont annoncé une panne générale dans toutes les salles du complexe. Au bout de dix minutes ils ont demandé d'évacuer les salles. Tout le public a attendu à l'extérieur. »

Les professionnels du Festival, photographes et journalistes notamment, ont vite convergé vers le Palais pour tenter de trouver une connexion Internet afin de continuer à travailler. Un phare au milieu de cette » nuit » tombée en plein jour sur Cannes.



L'ombre du vandalisme sur le Festival de Cannes

Le Parisien, 25 mai 2025 (extrait)

Le Festival a connu une dernière folle journée. **Un peu avant 10 heures, tous les festivaliers en salles de projection ont vu le film s'arrêter net.** À l'heure du déjeuner, le bureau du Festival publie un communiqué rassurant : « *Le palais des Festivals a basculé sur un système d'alimentation électrique indépendant, ce qui permet le maintien de tous les événements et projections prévus aujourd'hui, y compris la cérémonie de clôture. Nous vous remercions de votre patience et votre compréhension.* »

Scènes de science-fiction dans les hôtels

Les journalistes et tous les accrédités travaillant sur le Festival — **sauf ceux coincés dans les ascenseurs ou à l'intérieur de leurs résidences verrouillées par des portes électriques** — affluent au palais, seul endroit de la ville où l'on peut se brancher. C'est la course aux prises pour recharger son ordinateur ou son téléphone.

Dehors, c'est un peu le chaos, en tout cas dans les hôtels, y compris les palaces où semblent se jouer des scènes de science-fiction. Les ascenseurs ne fonctionnent pas, escaliers et couloirs sont plongés dans l'obscurité. Les restaurants ont fermé, la nourriture est bonne à jeter avec la chaleur, les boulangeries et les supermarchés aussi. À 14 heures, tout Cannes cherche de quoi se restaurer. Dans le palais des Festivals, l'ultime distributeur de nourriture est pris d'assaut, la dernière pasta box disparaît.

Mais où est passée Jennifer Lawrence ?

Pendant ce temps, Thierry Frémaux, le délégué général, se demande comment contacter les équipes des films qui figureront au palmarès. **Aucun réseau téléphonique ne fonctionne à l'extérieur du palais, certains agents eux-mêmes ont perdu de vue leurs « talents », comme on dit.** Jennifer Lawrence, à l'affiche de « Die, My Love », de Lynne Ramsay, sélectionné en compétition officielle, ne serait pas localisable, de même qu'Ari Aster, le réalisateur de « Eddington », également en compétition officielle.

Face à cette situation de crise, Thierry Frémaux fait prévenir tous les agents, attaché(e)s de presse ou distributeurs, logés à quelques minutes du palais, de se déplacer en personne en début d'après-midi au bureau du protocole, pour être informés de la nécessité d'être présents dans la salle en cas de sélection au palmarès. Dans toute l'histoire du Festival, les équipes

de films primés n'ont jamais été prévenues aussi tard, à 15 h 15. Ce qui laisse à peine plus de trois heures aux lauréats pour se maquiller, préparer un discours et s'habiller.

Selon nos informations, **les délibérations des jurés, qui se déroulent sur les hauteurs, à la villa Domergue, auraient également pris du retard en raison de la panne. Même si les jurés sont traditionnellement coupés du monde, téléphones éteints, il faut bien qu'ils transmettent ensuite leur palmarès.** Habituellement, les rumeurs les plus fondées circulent vers 13 heures. Mais à cette heure-là, ce samedi, aucune fumée blanche. Puis tout s'accélère, comme la dernière demi-heure d'un film. Le retour du courant dans la ville, annoncé pour midi, puis pour 14 heures, revient progressivement. Vers 17 heures, tout semble prêt. Après beaucoup de sueur, un coup de blush. À la fin, c'est toujours le glamour qui gagne.

Nice (Alpes-Maritimes) : les sabotages électriques ont le vent en poupe

Publié le 2025-05-25 12:07:47



Après Cannes, Nice visée à son tour par un sabotage électrique

Le Monde/Le Parisien, 25 mai 2025 (extrait)

Au lendemain d'une coupure électrique à Cannes et alentour, un transformateur a été volontairement incendié dans la nuit de samedi à dimanche à Nice. Selon une source policière et le parquet, le transformateur électrique en question est situé dans le quartier des Moulins, à l'ouest de la ville.

« *Le 25 mai 2025 vers 2 heures, un transformateur électrique situé avenue Paul Montel à Nice était visé par des dégradations volontaires et incendié* », assure le parquet. Des « *traces de pneus* » ont été découvertes et une source proche du dossier a évoqué « *une porte [du local du transformateur] fracturée* ».

Quelque 45 000 foyers ont été momentanément privés d'électricité à Nice et dans les communes voisines de Saint-Laurent-du-Var et Cagnes-sur-Mer, a précisé *Enedis*. **Le réseau de tramway de Nice** a été brièvement impacté, avec une reprise retardée en début de matinée, **et l'aéroport** a été un temps privé d'électricité. A 6 heures, le courant avait été rétabli.

Une enquête en flagrance a été ouverte pour « *destruction par incendie en bande organisée* » et confiée à la police judiciaire. Pour l'heure, rien ne permet de relier cet incendie avec les événements survenus ce samedi, lorsque 160 000 personnes avaient été privées de courant non loin de Cannes.



RTE va renforcer le gardiennage sur les sites sensibles après les sabotages ayant provoqué des coupures d'électricité de grande ampleur

Var Matin, 25 mai 2025

Après une série d'attaques ciblées sur des infrastructures électriques dans les Alpes-Maritimes et le Var, RTE, le gestionnaire du réseau, renforce la surveillance des sites sensibles, dans un contexte de menace inédite.

Une nouvelle mesure de gardiennage a été déployée sur certains sites jugés à risque. Des renforts humains qui viennent compléter un dispositif de sécurité déjà existant incluant clôtures, vidéosurveillance et d'autres moyens de détection confidentiels « *qu'on ne peut pas détailler pour des raisons évidentes* », indique RTE.

Ce basculement vers une sécurisation active intervient après trois attaques en deux jours : un **poste électrique incendié à Saint-Cassien**, dans l'enceinte de l'usine de Tanneron dans la nuit de vendredi à samedi, **un pylône scié à Villeneuve-Loubet** dans le secteur escarpé de la Vanade, ayant entraîné une coupure massive samedi matin, et **un transformateur réduit en cendres à l'Ouest de Nice**, dans la nuit de samedi à dimanche. Des actions potentiellement coordonnées, qui ont ciblé des points névralgiques du réseau, provoquant des perturbations significatives malgré une remise en service rapide.

Une surveillance permanente des pylônes impossible

Le réseau que gère RTE s'étend sur 106.000 kilomètres de lignes à très haute tension, soutenues par un maillage de pylônes disséminés à travers tout le pays, souvent en pleine nature.

Ce modèle étendu rend la surveillance permanente impossible. Et si les postes électriques — environ 2.800 en France, dont plusieurs dizaines, voire centaines, dans les Alpes Maritimes et le Var — sont plus faciles à contrôler, tous ne peuvent bénéficier du même niveau de protection.

La priorité est donc donnée aux plus stratégiques, identifiés en lien avec les autorités locales et les forces de l'ordre.

Des individus qui connaissent les failles de sécurité ?

« *Les outils existants, comme les capteurs installés sur les lignes, permettent de détecter des anomalies, mais sans en préciser l'origine* », explique la RTE. Lors d'un incident, des équipes doivent donc se déplacer pour constater les dégâts, **ce qui peut s'avérer compliqué lorsque l'accès est difficile, comme ce fut le cas à Villeneuve-Loubet. Le choix de ce pylône isolé suggère d'ailleurs une action minutieusement préparée, menée par des individus connaissant bien le terrain et les failles du réseau.**

Face à ces limites, RTE ajuste sa stratégie. Outre le renforcement de la présence humaine, des discussions sont en cours avec les pouvoirs publics pour améliorer la prévention et la réponse en cas d'intrusion ou de sabotage. **Mais protéger un réseau conçu pour transporter de l'électricité, et non pour résister à des attaques ciblées, reste un véritable casse-tête...** Sa structure, par définition ouverte et répartie sur tout le territoire, ne se sécurise malheureusement pas comme un bâtiment clos.

Munich (Allemagne) : après la brigade cynophile, l'escadron de cavalerie...

Publié le 2025-05-25 13:00:44



On se souvient qu'il y a quatre mois pile, la nuit de vendredi à samedi 25 janvier dans la capitale bavaroise, 23 fourgons de police étaient partis en fumée sur le parking de la brigade

cynophile. Cela s'était passé à l'ouest de la ville, quelques jours avant le début de la 60e *Conférence sur la sécurité* de Munich, un forum annuel consacré aux questions de sécurité internationale réunissant les pays de l'OTAN et leurs partenaires. Cette fois, l'attaque incendiaire contre les forces de l'ordre s'est produite à l'est, dans la Schichtlstraße du quartier de Trudering, où se trouve l'escadron de cavalerie de la police.

C'est vers 3h15 du matin, la nuit de mercredi à jeudi 22 mai, que cet incendie volontaire a été signalé aux autorités, qui ont alors déployé près de 70 agents ainsi qu'un hélicoptère de la police *fédérale* dans la zone, afin de tenter de mettre la main sur les diables de feu. Mais en vain. Résultat de cette attaque, dont le parquet a confié l'enquête à l'*Office central bavarois de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme* (ZET), puisqu'il soupçonne qu'on puisse l'attribuer au « milieu d'extrême-gauche » ? Cinq camions et une remorque destinés au transport de chevaux policiers endommagés, dont quatre entièrement détruits, et un million d'euros de dégâts.



Côté réactions indignées, un porte-parole de l'escadron a déclaré que « *l'état de préparation opérationnelle de l'unité de police montée a été gravement compromis* », à un peu plus d'une semaine de la finale de la *Ligue des champions* de football (31 mai), qui se déroulera dans la *Fröttmaninger Arena* de Munich et où les chevaux policiers devaient être déployés. Quant à la présidente du *Syndicat de police* (GdP) munichois, elle a déploré que « *ces attaques répétées contre les biens [des flics] sont alarmantes – les auteurs deviennent de plus en plus audacieux* »...

Depuis août 2023, l'équipe spéciale d'enquêteurs « Raute » [Losange] de la préfecture de Munich est chargée de la série d'incendies criminels visant des antennes de téléphonie, des installations ferroviaires et d'autres infrastructures de la domination, y compris policières. Le 26 février dernier, une compagne et un compagnon de la ville ont été arrêté.es et

incarcéré.es, notamment soupçonné.es d'avoir commis six de cette série d'une cinquantaine de destructions incendiaires dans la région bavaroise.

[Synthèse de la presse allemande (*Süddeutsche Zeitung*), 22 mai 2025]







Projection Vidéo-Conférence-Discussion sur l'affaire Ampelokipi, Athènes

Publié le 2025-05-25 15:23:51

Le 31 octobre 2024 après une explosion dans un appartement à Ambelokipi à Athènes, notre camarade anarchiste Kyriakos Xymitris est tombé pour la lutte pour la révolution sociale.

La camarade anarchiste Marianna M. qui était dans l'appartement avec Kyriakos se retrouve incarcérée bien que gravement blessée.

Les camarades Dimitra Z., Dimitris, Nikos et A.K. Se retrouvent également incarcérés.

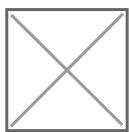
Lors de cette conférence nous allons présenter cette affaire de répression et parlerons par la même occasion du mouvement de solidarité qui s'en suit ainsi que de la santé et des tortures subies dans la prison pour femmes. Nous allons également honorer la mémoire de notre camarade Kyriakos et parler de l'histoire et du contexte politique des luttes anarchistes en Grèce auxquelles Kyriakos a participé.

Dimanche 1^{er} juin 2025

Usine 17:00

4, Place des Volontaires

1204 Genève



Deux soirées contre la loi narcotrafic et ce monde d'enfermement !

Publié le 2025-05-25 21:09:18

Le 29 avril 2025, le parlement a définitivement adopté la proposition de loi dite narcotafic portée par l'infernal binôme sécuritaire, Darmanin/Retailleau. Cette loi vise à créer un régime spécial applicable à la criminalité organisée liée au trafic de stup (même si on se doute comme à chaque fois que ça risque d'être fortement élargi par la suite).

En plus de toutes les saloperies qu'on retrouve dedans, comme un nouveau parquet anticriminalité organisée (PNACO), Darmanin a d'ores et déjà annoncé que les taules de Vendin-Le-Vieil et Condé-sur-Sarthe allaient être transformées en prison de haute sécurité destinées à enfermer « les 700 plus gros narco-trafiquants français ». Ouverture de Vendin prévu le 31 juillet 2025 et Condé en septembre. Comme si ça suffisait pas, il vient aussi d'en annoncer une troisième à Saint-Laurent-du-Maroni pour perpétuer l'ordre colonial et nous rappeler aux bonnes heures du bagne guyannais. Cette dernière est prévue pour 2028.

Ne nous leurrions pas s'agissant des mesures carcérales, il existe depuis longtemps des quartiers ultra-sécuritaires, des supermax, des QMC (quartier maison centrale), des QR (quartier contre la radicalisation), des QI (quartiers d'isolement) et tant d'autres régimes spéciaux déjà bien établis. Depuis des décennies, des taules sont construites spécialement pour être des laboratoires de contrôles, prônant l'isolement comme torture physique et psychologique. Des quartiers où les déplacements ne se font que cernés par deux matons, ou tout est désormais sous vidéosurveillance, ou tout contact physique est prohibé (parloirs une fois par mois sous plexi et hygiaphone, procès en visio...)

A l'international, on pense bien évidemment direct aux prisons américaines mais l'Europe n'a vraiment rien à lui envier. Si on regarde par exemple en Italie avec le régime du 41 bis dont la mobilisation autour de la grève de la faim d'Alfredo Cospito a permis d'en montrer l'horreur. En Espagne avec le FIES, en Belgique avec les "quartiers des mesures de sécurité particulières et individuelles"... Partout "les belles démocraties occidentales" institutionnalisent

la torture et l'isolement, tout en donnant des leçons à ceux qui ne partageraient pas "leurs superbes valeurs humanistes". La perte des sens, de tout contact humain (à part de ses geoliers youhou !), des capacités de mémorisation, l'enkylosement, et la folie qui guette, c'est ça que nos gouvernements ont à offrir à ceux qui ne plient pas sous leur joug.

C'est de tout ça dont on a envie de parler. Du coup on vous propose deux soirées pour se rencontrer et discuter du contenu de la loi narcotrafic, mais aussi des QHS et régimes spéciaux ici et ailleurs. Et surtout des moyens de lutte contre ces régimes qui ne font qu'isoler et ainsi essayer de rayer les possibilités de révoltes collectives.

Le lundi 16 Juin à l'impasse on vous propose de venir discuter autour de la loi, puis d'écouter collectivement un podcast d'une personne qui a été incarcérée en QHS et qui nous racontera l'horreur de ce régime mais aussi les résistances à l'intérieur. Enfin Libre Flot qui a été enfermé un an et demi viendra témoigner de la violence des quartiers d'isolement en France.

Ensuite, le lundi 23 Juin toujours à l'impasse on propose de parler des résistances tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ces quartiers de haute sécurité avec une présentation sur la lutte contre les QHS en France, un film (25 min) sur la résistance à ceux-ci en Belgique, une présentation sur le 41bis en Italie, et un point sur le régime des Fies en Espagne et les luttes qui ont été menées contre.

On sera en mode auberge espagnole, du coup n'hésitez pas à rapporter des choses à boire et à grignoter

Nik Darmanin, sa loi et le reste du vieux monde,

Crève la taule, et tous les lieux d'enfermement

Vive la belle et la révolte !!!!

Liberté pour Tous.tes !

Communiqué du sabotage contre des installations électriques sur la Côte d'Azur

Publié le 2025-05-25T14:13:05+02:00

COMMUNIQUE DU SABOTAGE CONTRE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES SUR LA
CÔTE D'AZUR :

ET... COUPEZ !

Ici deux bandes d'anarchistes. Nous revendiquons la responsabilité de l'attaque contre des installations électriques sur la Côte d'Azur. À la veille de la cérémonie de remise des prix du Festival de Cannes et de la soirée de gala, nous avons saboté le principal poste électrique alimentant l'agglomération de Cannes, et scié la ligne de 225 kV venant de Nice.

Cette action visait non seulement à perturber le festival, mais aussi à priver de courant les centres de recherche et les usines de Thales Alenia Space, ses dizaines de sous-traitants, les start-up de la French Tech qui s'imaginent à l'abri, l'aéroport et tous les autres établissements industriels, militaires et technologiques de la zone.

Une coupure inopinée dans un mauvais film d'épouvante qui traîne en longueur. Le même scénario est joué et rejoué en boucle jusqu'à la nausée. Les scènes changent, les effets spéciaux aussi, mais la toile de fond est toujours la même : un monde qui n'arrêtera pas de bombarder, d'exploiter, d'extraire, d'accaparer, de violer, de ravager, d'affamer, de mitrailler, de polluer, et d'exterminer, tant que tout ne sera pas sous son contrôle.

On sait bien qu'on n'est pas sur un plateau de tournage, mais l'expression « COUPEZ ! » paraissait assez bien résumer notre envie : éteindre ce système mortifère.

ET... COUPEZ ! Votre spectacle qui sert de vitrine à une République française grandiloquente, défenseuse des valeurs du Progrès sur la scène internationale, mais surtout deuxième exportatrice d'armes dans le monde. L'excellence française en la matière arme l'OTAN et sème la mort, du Yémen à Gaza, de l'Ukraine au Sahel.

ET... COUPEZ ! Votre cérémonie obscène au bord d'une mer devenue cimetière de réfugié.es, et la poubelle industrielle d'une société qui adore porter la révolte à l'écran, mais qui réprime et emprisonne toute personne qui se soulève contre sa domination sur le monde.

ET... COUPEZ ! La promotion du monde de substitution que vous fabriquez, avec vos séries et vos films, qui veut nous faire oublier la planète réelle, pourrie d'usines, d'autoroutes, de béton et de mines.

ET... COUPEZ ! Les testi... Non ? (Tendant!) Bon, les mains ! ... Non plus ?! La langue alors !

Bon bref, faire taire tout ceux qui disent que « *Quand même elles exagèrent ces hystériques !* ». Mettre hors d'état de nuire ces oppresseurs aux milles masques qui transforment les corps en objets, et qui défendent la culture du viol plébiscitée dans l'industrie du cinéma, de l'écran aux sites de tournage, mais tout aussi répandue ailleurs...

ET... COUPEZ ! Le courant de vos industries militaires-technologiques. Thales-Alenia Aerospace, leader du secteur de la défense fabrique des systèmes de visée pour canons et de guidage de missiles, et de télécommunications spatiales. C'est de loin le principal fabricant de satellites en Europe, et plus particulièrement de ceux à usage militaire. Les labos et les ateliers sur son site de Cannes tournent 24h/24. Plusieurs milliers d'ingénieurs et de techniciens y travaillent quotidiennement à la mise au point de ces satellites militaires (observation, communication, guidage de missiles et de drones) et civils (télécommunications, surveillance).

ET... COUPEZ ! Vos discours gerbants qui veulent nous entraîner dans vos préparatifs de guerre. Vos annonces de réindustrialisation et de relance du nucléaire. Vos exposés sur la transition écologique et la continuation de la société industrielle. Vos discours contre celles et ceux qui luttent contre vos cimenteries, vos autoroutes, vos sites nucléaires, vos usines chimiques, vos TGV et vos antennes-relais. Vos injonctions à l'unité nationale, au « réarmement » de l'État nation, à la défense de vos valeurs et de votre vision du monde.

Alors oui... Couper le courant à ce qui nous détruit !

Le sabotage est possible !

Coupez les écrans

Coupez les autoroutes

Coupez les pylônes

Coupez la lumière artificielle

Coupez les lignes TGV

Coupez les télécommunications

Coupez les tuyaux des bulldozers

Coupez le courant à l'industrie militaire

Coupez le courant aux usines

Coupez les oléoducs et les gazoducs

Coupez les mâts de mesure des éoliennes

Coupez les lignes d'approvisionnement des armées

Coupez l'eau à l'agriculture industrielle et aux usines de l'électronique

Coupez les câbles des centrales photovoltaïques

Coupez les antennes

Coupez les barreaux des cellules de prison (et longue vie aux attaques contre la taule !)

Coupez court aux discours réformistes et autoritaires

Coupez court à la silenciation et à la minimisation des violences patriarcales

Coupez le piédestal des célébrités et autres hommes de pouvoir, qui agressent et violent dans les coulisses comme sur les champs de batailles

Coupez court à ceux qui disent d'attendre

Et... tenir le coup. Courage.

Et puisque que vous adorez porter la révolte à l'écran... Et qu'il faut bien garder de l'humour !

Voici, inspirée des derniers succès du cinéma international, une autoproduction sortie tout spécialement pour l'édition 2025 du festival de Cannes !

Sabotage 2 : Nocturne à Cannes

Une autoproduction anonyme

Production

Inconnue et bien décidée à le rester

Scenario

Inspiré de convictions bien réelles

Date de sortie

Mai 2025

Synopsis

Situé dans un monde au bord de l'apocalypse, le film relate les péripéties d'un commando libertaire qui se donne pour mission de saboter des usines technologiques d'une grande importance militaire.

Quand ils décident de frapper au moment d'un prestigieux rendez-vous culturel, une course contre la montre s'engage...

Si vous adorez les femmes qui court-circuitent la production d'aluminium, les collégiens qui brûlent des usines, les Fremen qui s'insurgent contre l'empire intergalactique, ou les commandos qui s'en prennent à l'industrie pétrolière, vous ne resterez pas sur votre faim avec cette dernière production.

Les Incorruptibles

Les effets spéciaux laissent parfois à désirer, ce qui n'étonne pas au vu des moyens limités dont dispose cette production, mais le scénario et la ruse stratégique compensent largement

ce défaut.

Cannes Matin

Un irrésistible récit du bien contre le mal. Coup de cœur en cette époque de confusion et désarroi.

Allocinéma

Difficile d'excuser le manque de nuance, l'absence de dialogue constructif et le clair déficit démocratique du message radical véhiculé par les protagonistes, mais c'est dans l'air du temps.

Le Phigareau

Thriller idéaliste aux conséquences plus réelles que jamais.

Senshypercritique

Un appel vibrant au réarmement... de la contestation radicale.

L'univers diplomate

A mettre en pratique absolument.

Greta Thunberg